

# Conférence de presse de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Kofi Annan, secrétaire général des Nations-Unies, sur les inspections de l'ONU en Irak et le risque de conflit en cas de difficultés opposées aux inspecteurs par l'Irak, Paris le 25 novembre 2002.

LE PRÉSIDENT - Nous avons reçu avec beaucoup de plaisir, naturellement, M. le Secrétaire Général des Nations Unies. Vous savez qu'en France, comme d'ailleurs en Europe et dans le monde, nous avons beaucoup d'estime, beaucoup de respect et beaucoup de reconnaissance pour M. Kofi ANNAN et le rôle éminent qui est le sien en faveur de la paix et de la stabilité dans un monde difficile. Et donc mes premiers mots pour l'accueillir ont été tout simplement "merci, Monsieur le Secrétaire Général".

A partir de là nous avons ouvert la discussion. Nous avons évoqué la situation de l'Irak et toutes les crises et difficultés que nous connaissons dans le monde. Je terminerai par l'Irak, mais nous avons donc évoqué les crises que, hélas, connaissent actuellement l'Afrique, l'Asie, le Moyen-Orient et aussi l'Amérique latine.

Je ne rentrerai pas dans le détail, mais nous les avons toutes évoquées. Dans chacune, le Secrétaire Général et les Nations Unies ont un rôle positif et difficile à assumer.

Nous avons évoqué naturellement les relations de la France avec l'ONU et notre souhait de voir l'ONU, son Conseil de sécurité, son organisation être ce lieu privilégié où se dit et où s'élabore la gouvernance du monde de demain.

S'agissant enfin de l'Irak, c'est aujourd'hui que les inspecteurs arrivent. Vous connaissez notre position, qui est une position de soutien sans réserve à la résolution des Nations Unies 1441, ce qui veut dire que nous souhaitons obtenir des autorités iraqiennes une totale transparence et toutes les facilités nécessaires pour que les inspecteurs puissent faire leur travail comme la résolution 1441 l'a prévu. S'il devait y avoir une difficulté ou un problème, nous souhaitons que celui-ci puisse être exposé au Conseil de Sécurité, qui à ce moment-là prendrait, et il est seul habilité à le faire, les décisions qu'il estimerait nécessaires.

Voilà ce que nous avons évoqué avec M. le Secrétaire Général, à qui je vais maintenant donner la parole.

M. Kofi ANNAN - Merci, Monsieur le Président, pour votre soutien. Je crois que les Nations Unies ne peuvent rien faire sans le soutien de votre pays et d'autres gouvernements et surtout aussi de la population du monde.

En ce qui concerne l'Irak, on demande au Gouvernement iraqien de coopérer pleinement avec les inspecteurs et de respecter ses engagements sans réserve. C'est le seul moyen d'éviter un conflit militaire dans la région.

Je crois que c'est dans l'intérêt du peuple iraqien et du monde entier. Le Gouvernement iraqien doit coopérer avec M. Blix et M. El Baradei. Ils commencent le travail mercredi. Nous n'attendons que cela, la pleine coopération du Gouvernement iraqien. Merci.

QUESTION - Le Ministre iraqien des Affaires étrangères vous a adressé une lettre qui contient quelques réserves à propos de la résolution 1441. Quelle est votre réaction ? Qu'en pensez-vous

?

M. Kofi ANNAN - Oui, je viens de recevoir cette lettre, que je vais distribuer aux membres du Conseil de Sécurité. Elle évoque quelques questions juridiques critiquant la résolution 1441 mais évidemment c'est aux membres du Conseil de Sécurité de décider. Donc je vais leur donner la lettre iraquienne.

QUESTION - M. le Secrétaire Général, M. le Président, est-ce que vous faites confiance aux autorités iraqiennes ou bien vous n'avez pas confiance en elles, comme les Etats-Unis ?

LE PRESIDENT - Ce n'est pas un problème de confiance, c'est un problème de fait. L'Iraq a pris un engagement qui est celui de reconnaître la validité des inspections décidées depuis longtemps par l'Organisation des Nations Unies. Aujourd'hui, il doit appliquer la résolution, je ne peux pas imaginer qu'il ne l'applique pas. Si d'aventure, ce que je ne veux pas croire, il n'appliquait pas la résolution alors naturellement le Conseil de Sécurité délibérerait sur le rapport des inspecteurs, c'est-à-dire de M. BLIX et de M. EL BARADEÏ pour savoir quelle conclusion la communauté internationale doit en tirer, et toutes les conclusions sont possibles.

M. Kofi ANNAN - Le Président a tout dit, je n'ai rien à ajouter.

QUESTION - M. le Président, d'après le scénario américain, la guerre devrait être prochainement en Iraq, et les Américains, d'après les dernières informations, voudraient occuper l'Iraq. Qu'en pensez-vous et qu'allez-vous faire pour arrêter ce scénario ? Et est-ce que les Nations Unies feront quelque chose pour le peuple iraquien ?

LE PRESIDENT - J'ai déjà eu l'occasion de dire que la guerre était toujours la plus mauvaise des solutions. Je souhaite que chacun en ait conscience.

QUESTION - M. le Secrétaire Général, M. BUSH a dit que si l'Iraq ne rendait pas une liste complète le 8 décembre dernier délai, ce serait un casus belli. Pensez-vous que la guerre est inévitable dans ce cas là ?

M. Kofi ANNAN - Evidemment on doit attendre le 8 décembre pour voir ce que l'Iraq fera. Les Iraquiens ont promis à M. BLIX et M. EL BARADEÏ qu'ils soumettront la liste le 8 décembre. Evidemment la liste doit être analysée et la décision reste celle du Conseil de Sécurité

LE PRESIDENT - Merci.